

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATRIÈME SESSION

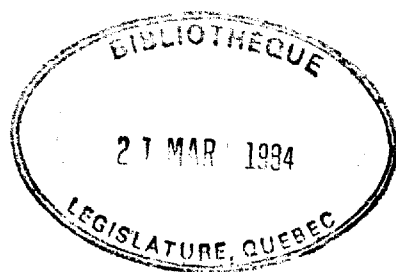
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 66

**Loi modifiant la Loi sur la Société
de récupération, d'exploitation et de
développement forestiers du Québec**

Première lecture

**Présenté par
M. Yves L. Duhaime
Ministre de l'Énergie et des Ressources**



**Éditeur officiel du Québec
1984**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'augmenter de 66 250 000 \$ le fonds social autorisé de REXFOR.

L'augmentation du fonds social vise à accorder à REXFOR les ressources financières requises pour la réalisation de ses projets de développement de l'industrie forestière.

Projet de loi 66

Loi modifiant la Loi sur la Société
de récupération, d'exploitation et de
développement forestiers du Québec

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (L.R.Q., chapitre S-12) est modifiée par le remplacement de l'article 4 par le suivant:

«**4.** Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$.

Il est divisé en 1,250,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. ».

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 7, de l'article suivant:

«**7.1** Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société sur le fonds consolidé du revenu, avec l'approbation préalable du gouvernement, une somme de 66 250 000 \$ pour 662,500 actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles un certificat lui sera délivré en retour de ce paiement.

Ce paiement peut être fait en un ou plusieurs versements; s'il est fait en plusieurs versements, chacun d'eux doit faire l'objet de l'approbation prévue au premier alinéa. ».

3. L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**9.** Un décret du gouvernement portant sur un paiement visé aux articles 7 et 7.1 doit être déposé, dans les 15 jours de sa prise, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux. ».

4. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni par l'année 1982).

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.